



139 rue de Bercy – bâtiment Vauban – Télédéc 627 – 75572 Paris Cedex 12  
[sprim-fo@dgtresor.gouv.fr](mailto:sprim-fo@dgtresor.gouv.fr) – Tél. : 01.53.18.83.03 – [www.sprim-fo.org](http://www.sprim-fo.org)

## **Revue de presse du 5 mai 2026**

### **Presse – Actualités**

- [«Bercy décode», la nouvelle arme du ministère de l'Économie contre la «hausse exponentielle de la désinformation» -Le Figaro](#)
- [UE – Chine : La préférence européenne fâche Pékin – Le Moci](#)
- [Ces trois « réglages » qui permettraient de renouer avec la croissance selon le gouverneur de la Banque de France – Le Figaro](#)
- [La panne de l'économie française met en grand péril les objectifs de réduction du déficit – Les Echos](#)
- [Les Etats-Unis croulent sous le gaz et narguent l'Europe touchée par la crise d'Ormuz – Les Echos](#)
- [Comment l'onde de choc de l'inflation se propage à tous les secteurs économiques européens – Le Monde](#)

# ARTICLES DE PRESSE

## «Bercy décode», la nouvelle arme du ministère de l'Économie contre la «hausse exponentielle de la désinformation» -Le Figaro

**Le ministère va proposer des contenus pédagogiques mêlant notes d'analyse écrites et formats vidéo courts, diffusés sur l'ensemble des grandes plateformes. Et ce, afin de lutter contre les «fake news».**

Les cadeaux de Noël taxés par le fisc, les retraits d'espèces surveillés par les services de renseignement, une coupure géante d'électricité programmée par l'État... Ces derniers mois, plusieurs rumeurs ont enflammé les réseaux sociaux. Devenues rapidement virales, celles-ci peuvent susciter de la méfiance, de la colère, voire de la panique chez les utilisateurs. De quoi inciter les autorités à agir.

Le ministère de l'Économie a ainsi décidé de riposter, en lançant officiellement ce lundi le dispositif «*Bercy décode*». Face à ce qu'il qualifie de «*hausse exponentielle de la désinformation*», le ministère va proposer des contenus pédagogiques mêlant notes d'analyse écrites et formats vidéo courts, diffusés sur l'ensemble des grandes plateformes : TikTok, Facebook, Instagram, X et LinkedIn, ainsi que sur le site Bercy infos. Tous les contenus s'appuient exclusivement sur des données publiques et vérifiables. Un compte TikTok, qui rassemble plus de 800 abonnés, a d'ailleurs été ouvert dès le mois d'avril.

Cette action s'inscrit dans un objectif large de lutte contre les fausses informations, qui continuent de se propager. Selon l'Insee, 56% des internautes français ont été exposés à au moins une information jugée fausse en 2023, contre 51% en 2021. Pire, un sondage Ifop pour Cision publié en février 2026 révèle que les Français n'obtiennent en moyenne que 5,4/20 à un quiz sur la désinformation et 89% n'atteignent pas la moyenne. Les jeunes sont particulièrement vulnérables à ce phénomène, en outre, notamment sur les réseaux sociaux.

**«C'est une question de démocratie »**

L'enjeu est clairement démocratique. «*On ne peut pas laisser se propager des choses fausses. Nous traitons du quotidien des Français comme la banque, l'énergie, le pouvoir d'achat ou la fiscalité. On ne peut pas perdre le lien de confiance avec nos concitoyens*», explique une source ministérielle à nos confrères du *Parisien*. Plusieurs initiatives similaires ont été lancées ces derniers mois, comme Canal Détox, la série vidéo lancée par l'Inserm en 2018 contre la désinformation médicale. De même, sur X, le compte French Response, lancé en septembre 2025, entend répondre à la désinformation venue de l'étranger sur le réseau d'Elon Musk.

Si la démarche répond à un besoin réel, elle ne va pas sans soulever quelques interrogations. La première est politique. Le lancement de «*Bercy décode*» intervient à quelques mois de l'élection présidentielle, un calendrier que le ministère s'empresse de qualifier de coïncidence : «*Il n'y a aucun lien*», assure-t-il. Difficile pourtant de ne pas voir une tentative de l'exécutif d'occuper le terrain médiatique à un moment stratégique, d'autant que les sujets traités, fiscalité, pouvoir d'achat, énergie, sont au cœur des débats de campagne. Fin 2025, Emmanuel Macron avait évoqué la possibilité d'un recours en référé contre les fausses informations diffusées sur les réseaux sociaux, ainsi qu'un système de labellisation des médias. Ces propositions sont, pour l'heure, restées lettre morte. «*Bercy décode*» sera-t-il plus efficace ?

## UE – Chine : La préférence européenne fâche Pékin – Le Moci

Par [Christine Gilguy](#)



La présidente de la Commission européenne, U. Von Der Leyen, aux côtés de Xi Jinping et Emmanuel Macron, le 6 mai 2024 à l'Élysée (DR)

**Le projet législatif d'accélération industrielle – Industrial Accelerator Act (IAA) – et sa préférence européenne, mis en chantier le 4 mars par la Commission européenne, agace la Chine. Pékin vient de brandir la menace de contre-mesures en cas d'adoption définitive du projet de Loi.**

Le ministère chinois du Commerce, que pilote **Wang Wentao**, ne décolère pas. Le projet d'**Industrial Accelerator Act (IAA)** « impose de nombreuses restrictions aux investissements étrangers dans quatre secteurs stratégiques émergents : les batteries, les véhicules électriques, le photovoltaïque et les matières premières cruciales ; il instaure des

*clauses exclusives d'origine UE dans la passation des marchés publics et des politiques de soutien public, assène-t-il dans un communiqué repris par la presse le 27 avril. Les investisseurs chinois seront en butte à la discrimination ».*

L'objet de cette ire ? L'IAA, donc, projet législatif d'**accélération industrielle** présenté le 4 mars par la Commission européenne. Porté par le vice-président de la Commission et commissaire chargé de la Prospérité et de la stratégie industrielle **Stéphane Séjourné**, ce projet législatif en cours d'examen par les co-législateurs de l'UE (Conseil et Parlement) vise à soutenir la réindustrialisation de l'Union européenne en vue de réduire ses dépendances, notamment à la Chine. Il introduit les bases d'une **préférence européenne** dans l'attribution des fonds publics et l'accès aux marchés publics tout en renforçant le contrôle des investissements directs étrangers.

Le ministère chinois du Commerce indique avoir soumis le 24 avril ses commentaires à la Commission et exprimé ses « *graves préoccupations* » à propos de ce projet. Il estime que les entreprises chinoises sont directement visées par la préférence européenne. « *La Chine suivra attentivement le processus législatif* » et « *se tient prête à dialoguer* ». Mais « *si l'UE ignore les suggestions de la Chine et insiste pour faire adopter ce texte, portant ainsi préjudice aux intérêts des entreprises chinoises, la Chine n'aura d'autre choix que de prendre des **contre-mesures*** », poursuit le communiqué sans plus de détails.

Pour rappel, le projet IAA prévoit d'orienter les fonds publics en **priorité vers le soutien à l'industrie européenne** de différents secteurs stratégiques : industrie à forte intensité énergétique (aluminium, ciment, acier), automobile (dont voitures électriques) et technologies propres (batteries, éoliennes, pompes à chaleur, nucléaire...). Dans l'**automobile**, l'IAA propose aussi de réserver les soutiens publics aux voitures assemblées dans l'UE et contenant au minimum 70 % de composants européens (hors batteries).

Par ailleurs, l'IAA entend renforcer le **contrôle des IDE** de plus de 100 millions d'euros réalisés par des acteurs issus de pays représentant plus de 40 % de la production mondiale dans l'un des secteurs stratégiques concernés.

Pour l'heure, la Commission européenne n'a pas réagi officiellement à ces déclarations chinoises. D'après *Le Monde*, dans l'entourage de Stéphane Séjourné, on estime que « *ce communiqué chinois confirme le bien-fondé de notre stratégie et n'émet aucune menace spécifique, contrairement à ce qu'on a pu voir dans d'autres cas* ».

Mais il est sans doute encore trop tôt pour connaître les intentions réelles de la Chine

qui n'en serait pas à ses premières contre-mesures contre des politiques européennes, les filières cognac, porcine et laitière en savent quelque chose. A suivre...

\* \* \*

## **Ces trois « réglages » qui permettraient de renouer avec la croissance selon le gouverneur de la Banque de France – Le Figaro**

**DÉCRYPTAGE - Dans sa onzième et dernière « lettre au président de la République », François Villeroy de Galhau estime que le pays « a en main dans ce monde fragmenté beaucoup des cartes de son destin économique ».**

Au moment de mettre de l'ordre dans ses affaires, François Villeroy de Galhau ne peut que constater le chaos de ce monde. Mais même si l'économie nationale est une fois de plus secouée par un choc extérieur - pétrolier, cette fois-ci -, « *on ne peut pas se limiter à aller de crise en crise* », avertit le gouverneur de la Banque de France dans sa onzième et dernière « lettre au président de la République ». Du fait des circonstances, cette dernière communication annuelle, tradition républicaine en usage depuis 1945, sonne comme un testament - même si son auteur soutient l'inverse, lui qui s'apprête à diriger la fondation des Apprentis d'Auteuil - et un legs au successeur d'Emmanuel Macron.

« *Nous redisons que la France et l'Europe ont en main beaucoup des cartes de leur destin économique* », insiste le haut fonctionnaire en préambule. Celui-ci pense notamment à notre énergie nucléaire, mais aussi à notre immense épargne privée. Pour « *élargir l'horizon* » dans un temps d'incertitude, François Villeroy de Galhau propose cette année de jeter un œil dans le rétroviseur sur les quinze années écoulées, et d'ainsi dresser un « *bilan de santé* » de l'économie française, comparée à ses voisins de la zone euro (hors Europe centrale et de l'Est), du Royaume-Uni et des États-Unis. Pourquoi l'année 2010 comme point de départ ? Parce que « *c'est le début du temps des crises* », justifie le gouverneur. Subprimes, dettes souveraines, Covid, guerre en Ukraine, choc pétrolier aujourd'hui. Un contexte instable qui se traduit par une croissance du PIB nulle au premier trimestre de cette année. « *Une mauvaise surprise liée au commerce extérieur* », commente-t-il. Dans le pire des cas, selon lui, l'activité ne progresserait que de 0,3 % cette année, mais la récession serait évitée. Et l'inflation, attendue à 3 % en moyenne sur l'année, reviendrait ensuite autour de 2 %.

De ce passage en revue international ressortent trois « réglages » à améliorer, qui permettraient « *de retrouver d'ici moins de dix ans, une croissance potentielle d'environ 1,5 % par an contre à peine plus de 1 % aujourd'hui* », affirme François Villeroy de Galhau. Le pays peut conserver son modèle social, rassure-t-il, « *tout en améliorant nettement l'efficacité de ses dépenses publiques* », qui sont les plus élevées de la zone euro, juste derrière la Finlande. Dans l'immédiat, tant que les dépenses n'auront pas été stabilisées, il est hors de question de « *rêver de baisses d'impôts non financées* ».

**À lire aussi** « *Au-delà de 5 % de déficit, la France se mettrait en danger* » : la mise en garde du gouverneur de la Banque de France

Vient ensuite l'épineuse question de la solidarité entre les générations. « *Implicitement, nous avons fait depuis quinze ans des choix pour les seniors, plutôt contre la jeunesse* », reconnaît le gouverneur. Une dépense sociale qui pèse sur l'endettement du pays et grève les investissements futurs. « *Si nous continuons de faire de tels choix gérontocratiques, nous ne pouvons pas préparer l'avenir* », met-il en garde. Le débat sur les retraites sera incontournable lors de la présidentielle.

### Dépasser l'urgence

Enfin, le pays doit collectivement travailler plus et mieux. L'emploi des seniors, mais aussi la formation des plus jeunes, ou encore la montée en puissance dans la recherche et l'innovation, permettraient de « *retrouver de meilleurs gains de productivité* ». Le gouverneur de la Banque de France conclut sur une invitation à la sagesse et à la constance. « *Au-delà des multiples polémiques de l'instant, notre débat collectif ne peut que gagner à regarder davantage nos voisins, à étayer mieux les diagnostics, et à en déduire des caps de moyen terme poursuivis avec persévérance.* » Alors que les récents débats ont tourné autour des diverses propositions de la gauche pour moins travailler, cet appel à prendre de la hauteur ne peut pas faire de mal.

\* \* \*

## La panne de l'économie française met en grand péril les objectifs de réduction du déficit – Les Echos

La stagnation de l'activité et le blocage prolongé du détroit d'Ormuz laissent présager une croissance plus faible que prévu en 2026. La cible de déficit risque d'être difficile à atteindre, alors que le gouvernement est sous pression pour distribuer des aides.

En maintenant la cible d'un déficit à 5 % du PIB cette année, malgré un point de départ fin 2025 meilleur que prévu à 5,1 %, Bercy pouvait paraître prudent. Voire à l'époque, manquer d'ambition. Mais cette petite marche paraît de plus en plus haute, à mesure que les mauvaises nouvelles s'accumulent.

Croissance en berne, bond de l'inflation, cours du pétrole au sommet... De nombreux indicateurs qui fondent la prévision de déficit se dégradent. Dans le rapport annuel d'avancement (RAA) qui doit être envoyé à Bruxelles, Bercy a révisé la croissance à 0,9 % en 2026, un objectif à peine inférieur au 1 % inscrit au budget 2026.

Mais maintenant que l'économie a calé au premier trimestre, avec une croissance nulle mesurée par l'Insee, ce chiffre paraît ambitieux. L'acquis de croissance à mi-année anticipé par l'Insee tombe à 0,5 %, et il faudrait des gains de 0,3 % par trimestre pour tenir l'objectif, une gageure alors que les effets délétères de la guerre vont désormais jouer à plein. « Une croissance de 0,9 % paraissait réaliste il y a encore un mois, aujourd'hui ce chiffre est dans le très haut de la fourchette et ne peut plus être une prévision centrale », tranche Anthony Morlet-Lavidalie, l'économiste en charge de la France chez Rexecode. « S'il faut adapter nos prévisions, on le fera, mais à ce stade, il n'y a pas de raison de le faire. », a toutefois écarté jeudi le ministre de l'Economie Roland Lescure, sur RTL.

#### « On ne peut pas écarter un risque de récession »

La croissance va pâtir, dès le deuxième trimestre, du conflit en Iran. Le blocage prolongé du détroit d'Ormuz fait flamber le cours du baril de Brent, qui a dépassé les 125 dollars cette semaine, avant de refluer légèrement.

Ce niveau, inédit depuis 2022, est supérieur à l'hypothèse retenue par Bercy dans ses prévisions macroéconomiques, fondée sur un baril à 100 dollars en moyenne jusqu'à la fin du deuxième trimestre, avant un repli vers les 80 dollars dans la deuxième moitié de l'année. Les conséquences sur l'activité et le déficit dépendront de la durée du blocage. « Dans nos modèles, une hausse de 10 dollars du coût du baril aboutit à presque 0,1 point de déficit en plus sur l'année », avertit le directeur adjoint de la prévision à l'OFCE, Mathieu Plane.

Selon Anthony Morlet-Lavidalie, « si le détroit d'Ormuz rouvrait d'ici à deux mois, on finirait à 0,7 % ou 0,8 % de croissance sur l'année dans le meilleur des cas ». S'il restait durablement fermé, une croissance négative serait à attendre au deuxième voire au troisième trimestre, considère-t-il. L'OFCE table, dans ses dernières prévisions présentées début avril, sur une croissance de 0,8 % sur l'année. Mais « on ne peut pas écarter un risque de récession », avec plusieurs trimestres consécutifs dans le rouge, avertit lui aussi Mathieu Plane.

Or la croissance est le facteur clé de l'équation budgétaire. « Toutes choses égales par ailleurs, 0,2 point de croissance en moins, c'est 0,1 point de déficit en plus », souligne

l'économiste de l'OFCE. Les rentrées fiscales sont liées à l'activité, une **consommation plus basse** pesant par exemple sur les recettes de TVA, tandis que les cotisations sociales dépendent du **marché du travail**.

### **Pression sur les dépenses publiques**

En parallèle, portée par la hausse des coûts de l'énergie, **l'inflation** se répand dans l'économie, avec là encore un impact négatif à court terme sur les finances publiques. La hausse des prix à la consommation a été mesurée à 2,2 % par l'Insee en avril, un niveau supérieur au taux de 1,9 % retenu par la prévision inscrite au RAA.

« Cette inflation importée vient manger du pouvoir d'achat et ponctionne l'économie », pointe Mathieu Plane. Elle renchérit aussi la charge de la dette, dont une partie est indexée sur l'inflation. Ce surcoût a été évalué par Bercy à 3,6 milliards d'euros sur l'année, avec aussi un effet hausse de taux d'intérêt. L'inflation joue en revanche positivement sur les ratios de déficit ou de dette sur PIB en augmentant la valeur du PIB, mais cet effet devrait se faire sentir plutôt l'an prochain, quand la hausse des prix se sera transmise aux salaires, estime Anthony Morlet-Lavidalie.

Enfin, face à cette crise qui se prolonge, la pression sur les dépenses publiques va se renforcer, prédit l'économiste de Rexecode, à travers l'augmentation des dépenses de chômage, de certains minima sociaux, sans oublier le coût, pour l'instant modéré, des aides ciblées accordées par le gouvernement. « Pour savoir si la cible de déficit est atteignable ou non, le gros sujet sera de voir à quel point le gouvernement va aller plus loin sur les mesures de soutien », insiste Anthony Morlet-Lavidalie.

### **L'opposition réclame déjà un budget rectificatif**

Le gouvernement a déjà annoncé 6 milliards d'euros d'économies pour faire face aux coûts de la guerre en Iran. La hausse anticipée du SMIC en juin va accroître la facture des allègements de charges (leur barème étant indexé sur le SMIC). « D'autres mesures de freinage seront nécessaires pour atteindre la cible de déficit », anticipe cet ancien de Bercy.

Certains députés, comme le président de la commission des finances Eric Coquerel (LFI), réclament déjà un projet de loi de finances rectificative (PLFR). Une option pour l'instant écartée par le gouvernement. « Si le gouvernement s'embarque dans un PLFR, tous les sujets de surtaxe vont revoir le jour », poursuit Anthony Morlet-Lavidalie.

Pour 2027, ce ne sera pas plus simple. De nombreuses prestations sociales, dont les pensions de retraite, sont indexées sur l'inflation, rappelle Mathieu Plane, ce qui risque de compliquer encore les potentielles négociations à venir sur le projet de loi de finances 2027, à quelques mois de l'élection présidentielle.

\* \* \*

## **Les Etats-Unis croulent sous le gaz et narguent l'Europe touchée par la crise d'Ormuz – Les Echos**

Le boom du pétrole de schiste au Texas crée de tels excédents de gaz naturel que les producteurs paient leurs clients pour s'en débarrasser. Les prix finiront par remonter avec la construction de gazoducs et de terminaux d'exportation.

La guerre de l'Amérique contre l'Iran crée bien des soucis pour le reste du monde, à commencer par les Européens. Alors que le détroit d'Ormuz est bloqué depuis le 28 février, le Vieux Continent ne peut plus s'approvisionner en gaz du Qatar et d'autres fournisseurs du Golfe. Un cinquième des ressources mondiales se sont évaporées, soit 10 milliards de pieds cubiques par jour. Il faut donc payer plus cher pour se chauffer, faire la cuisine, pour fertiliser les champs et pour les applications industrielles.

Les Etats-Unis, eux, ne souffrent pas de la crise, car ils produisent du gaz à ne plus savoir qu'en faire. Résultat, [pointe Bloomberg dans une longue enquête](#), les contrats à terme sur le gaz américain ont glissé de 10 % depuis le début de la guerre en Iran, alors qu'en Europe ils ont bondi de 40 % et en Asie de plus de 50 %.

L'explication de cette incroyable divergence, un véritable pied de nez au reste du monde, tient à la révolution du pétrole de schiste. Elle a commencé à la fin des années 2000, et a permis aux Etats-Unis de devenir exportateurs nets de pétrole et de gaz - et même de se hisser en haut du podium mondial.

### **Des prix négatifs dans le bassin permien**

Mais le prix du gallon d'essence a tout de même bondi de 1,24 dollar depuis le début du conflit, à 4,23 dollars, alors que le gaz a plutôt eu tendance à baisser. Ce dernier semble immunisé contre l'inflation mondiale. De même, il n'est aucunement perturbé par la volatilité des cours sur les marchés internationaux, à la différence des carburants à la pompe.

C'est le résultat de l'abondance, combinée au manque de débouchés internationaux. Dans le bassin permien, à cheval entre le Texas et le Nouveau-Mexique, le gaz est un sous-produit de l'extraction de pétrole de schiste. Il s'échappe pendant la fracturation de la

roche dans laquelle il est piégé. Les exploitants le revendent, mais ce n'est pas leur priorité. Et la production a tellement augmenté dernièrement, qu'il est devenu difficile de l'écouler.

En réalité, il est même encombrant. Il n'y a pas assez de place dans les gazoducs. Du coup, les producteurs doivent payer pour se débarrasser de ces excédents de gaz. « Les tarifs du gaz permien ne sont pas seulement bas, ils sont négatifs, note Bloomberg. En d'autres termes, les vendeurs paient leurs clients. Ce n'est pas la première fois que les contrats gaziers de la région sont en dessous de zéro, mais les prix n'ont jamais été aussi bas. »

### **Bientôt de nouveaux gazoducs**

Une telle abondance est un atout considérable pour les ménages et les industriels américains, sachant que le gaz est à l'origine de 42 % de la génération d'électricité aux Etats-Unis. Les data centers qui poussent comme des champignons sont très souvent alimentés au gaz, et incités à installer leurs propres turbines à gaz.

Ces prix négatifs ne devraient cependant pas perdurer, car de nouveaux gazoducs vont entrer en service cette année et permettront de désengorger les puits permien. Le pipeline Blackcomb devrait commencer à acheminer le gaz de la région de Midland vers celle du port de Corpus Christi (Texas) à partir d'octobre. Au total, cinq nouveaux gazoducs vont ouvrir d'ici à 2028, au départ du bassin permien, desservant Austin, Dallas et le golfe du Mexique.

Cela ne suffira cependant pas à porter les tarifs américains aux niveaux internationaux, car la production nationale demeurera encore quelque temps relativement peu exposé au marché mondial.

### **L'exportation monte en charge**

Au fil du temps, les Américains vont pouvoir exporter davantage de gaz naturel. Neufs terminaux de liquéfaction gazière ont été construits depuis dix ans, de Corpus Christi à Sabine Pass (Texas) jusqu'à Plaquemines en Louisiane. Celui de Golden Pass, une coentreprise QatarEnergy/ExxonMobil, a chargé sa première cargaison de GNL sur un navire la semaine dernière, avec une capacité initiale de 700 millions de pieds cubiques par jour, et 2,5 milliards à terme.

D'autres terminaux de GNL sont en chantier et devraient entrer en service les années suivantes : Rio Grande, Port Arthur, Woodside Louisiana, CP2 Phase 1. Les Etats-Unis ont exporté 15 milliards de pieds cubiques par jour l'année dernière, soit un tiers de plus qu'en 2022. L'ascension n'est pas finie.

Donald Trump a contraint nombre de pays à acheter du gaz américain l'année dernière, dans le cadre de « deals » conclus sous la menace des droits de douane. L'Union européenne a accepté d'acheter pour 750 milliards de dollars de GNL, de pétrole et d'énergie nucléaire aux Etats-Unis sous trois ans, pour remplacer le gaz russe. A présent, il faut aussi remplacer le gaz qatari.

**Solveig Godeluck (Bureau de New York)**

\* \* \*

## **Comment l'onde de choc de l'inflation se propage à tous les secteurs économiques européens – Le Monde**

La hausse des prix en zone euro a atteint 3 % en avril, soit plus de 1 point supplémentaire depuis février. De l'essence au textile, en passant par la pétrochimie et les préservatifs, la plupart des secteurs sont touchés.

Deux mois après le début de la guerre au Moyen-Orient, le 28 février, la facture commence à sérieusement se matérialiser pour Marcegaglia, un grand groupe italien d'acier : 4 millions d'euros de coûts supplémentaires par mois. Il faut compter le doublement du prix du gaz, utilisé comme source d'énergie dans deux de ses usines, le bond de 25 % de celui du transport maritime, nécessaire pour importer des produits d'Asie, ou encore le prix du diesel pour sa flotte de camions. « *C'est négatif mais ça ne représente que 2 % de nos coûts, l'impact n'a pour l'instant rien à voir avec la crise de 2022*, relativise Emma Marcegaglia, qui dirige cette multinationale familiale de 7 800 personnes. *En revanche, si le conflit dure, la situation peut devenir douloureuse.* »

L'économie européenne est à l'instar de cette société italienne : l'inflation commence à se répandre, après le quasi-doublement des prix du gaz et du pétrole. Mais le choc reste, pour l'instant, gérable. La hausse des prix en zone euro est passée de 1,9 % en février (sur douze mois), à 2,6 % en mars et à 3 % en avril. C'est un sévère coup au pouvoir d'achat des ménages, et aux marges des entreprises, mais cela reste loin des 10 % atteints fin 2022. En France, l'inflation est passée de 1,1 % en février à 2,5 % en avril, selon l'indice harmonisé calculé par Eurostat.

« *On prévoit un pic de l'inflation en septembre autour de 3,1 % en zone euro* », estime Michel Martinez, chef économiste pour l'Europe chez la Société générale CIB, la banque de financement et d'investissement de la Société générale. Reste qu'il est le premier à reconnaître qu'il est obligé de revoir « *tous les quinze jours* » ses prévisions, le conflit s'étirant plus longtemps que les anticipations initiales. « *Si le détroit d'Ormuz restait fermé six mois, ça changerait la donne* », ajoute-t-il.

### **Augmentations égrenées**

Le choc a donc commencé à se répandre dans une série de dominos, qui tombent les uns après les autres. Le premier domino, dès la semaine du 2 mars, a été le bond du prix de l'essence constaté par les automobilistes dans les stations-service. Aujourd'hui, en France, le sans-plomb 95 est 19 % au-dessus du prix d'avant la guerre, et le diesel, à 31 % au-dessus. Le

deuxième domino a été la pétrochimie : le géant allemand BASF a, par exemple, appliqué une hausse allant « jusqu'à 30 % » pour ses acides aminés, qui servent de base aux détergents, aux cosmétiques ou encore aux solvants.

Le troisième domino, juste derrière, est celui de la chimie. Dès le 11 mars, Lanxess, un groupe qui a son siège à Cologne (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), qui achète des composants auprès des pétrochimistes pour les transformer, a annoncé une hausse des prix de 15 % à 50 % pour des additifs allant dans la fabrication des pneus. Depuis, il égrène les augmentations : 20 % pour des composants utilisés dans les peintures, 50 % « ou plus » pour un antioxydant, « jusqu'à 35 % » supplémentaires pour des polymères servant pour des produits ignifuges, etc. Au total, l'entreprise a procédé à huit hausses tarifaires depuis le début du conflit au Moyen-Orient.

Quatrième domino : les biens manufacturés. Les analystes de la banque suisse UBS ont, par exemple, passé en revue les fabricants de matériaux isolants. Et « les produits ont vu une hausse de 5 % à 20 % ». Plus inquiétant : si la progression est, pour l'instant, moitié moins forte qu'en 2022 et 2023, lors du choc gazier qui avait suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les entreprises ont réagi nettement plus vite.

Au bout de la chaîne, le dernier domino est celui des biens de consommation. Le textile fait partie des secteurs touchés. L'enseigne britannique Next, qui compte 500 magasins, estime que la crise en Iran augmenterait ses coûts de 15 millions de livres (17 millions d'euros) si elle ne durait que trois mois au total – il faudrait donc que le conflit soit résolu d'ici à la fin mai. La moitié de cette facture provient des avions que l'entreprise utilise pour transporter sa marchandise. « Si le conflit persiste, ce coût sera passé dans des prix aux consommateurs plus élevés », avertit Simon Wolfson, son directeur général.

### **Mollesse de la conjoncture**

L'alimentaire n'est pas exempt, l'agriculture utilisant en larges quantités des engrais et du carburant (tracteurs, transport...). Emmanuel Besnier, le PDG de Lactalis, le premier groupe laitier au monde, a annoncé qu'il allait devoir « répercuter » l'impact de la hausse des coûts « à la fois sur les transports et les emballages ». Même les préservatifs n'échappent pas à la tendance haussière : Karex, un sous-traitant malaisien qui en produit 5 milliards par an, notamment pour Durex, a annoncé une hausse des prix de 20 % à 30 %, à cause du renchérissement de la fabrication du caoutchouc synthétique, un dérivé du pétrole.

Néanmoins, l'un des facteurs qui amortit l'envolée des prix est la mollesse de la conjoncture. « En 2022, on sortait de la pandémie [de Covid-19] et la demande était beaucoup plus forte, explique M<sup>me</sup> Marcegaglia, la directrice du groupe d'acier italien. C'était beaucoup plus facile de répercuter les hausses de coûts aux consommateurs. » Ce sera beaucoup plus difficile cette fois-ci.

La croissance au premier trimestre 2026 en zone euro n'a d'ailleurs été que de 0,1 %, contre 0,2 % et 0,3 % lors des deux trimestres précédents. En France, l'économie a stagné au premier trimestre, avec un produit intérieur brut inchangé. « A cause de la crise au Moyen-Orient, on prévoit 0,4 point de croissance en moins pour la zone euro, à 0,8 %, et 0,5 point d'inflation en plus, à 2,6 % en moyenne sur l'année », explique Alain Durré, économiste chez Natixis.

Mais ce scénario, où le choc est contenu, dépend d'une hypothèse forte : une réouverture complète du détroit d'Ormuz d'ici à la fin du mois de juin. L'Allemagne et l'Italie, pays plus

industriels et donc plus dépendants de l'énergie, seraient les plus touchées. La France, protégée par l'électricité nucléaire – déconnectée du gaz – et son industrie plus faible, serait davantage épargnée.

**« Moins de capacité à négocier »**

Surtout, M. Durré n'envisage pas d'emballlement de l'inflation, ce que les économistes appellent des « effets de second tour ». En clair, il parie sur le fait que les salaires ne repartiront pas fortement à la hausse. « *Contrairement à 2022, le choc énergétique se produit alors que le marché du travail est moins tendu, avec notamment une hausse du chômage en Espagne et en France. Les salariés auront moins de capacité à négocier des hausses* », explique l'économiste.

Dans ce contexte, un scénario de stagflation (une stagnation économique et une inflation des prix) aussi violent que dans les années 1970 ne semble pas se dessiner, à en croire Paul Jackson, stratéliste à Invesco, une société de gestion d'actifs. Il souligne que les prix du pétrole avaient quadruplé en 1973, avant de doubler à nouveau en 1979. Il faudrait un baril de pétrole brut dépassant 200 dollars (171 euros) pour répliquer un choc similaire. « *Ça me semble improbable, ne serait-ce que parce que ça n'arrangerait pas le président [américain, Donald Trump]* », affirme-t-il. Mais cette hypothèse politique, qui peut paraître rationnelle, dépend non seulement du bon vouloir de Donald Trump, mais aussi de celui du régime iranien.

[Eric Albert](#)

\* \* \*

*Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce [bulletin d'adhésion 2025](#) accompagné du paiement correspondant.*